

N°DBCA-2021-001

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**FOURNITURE DE GAZ MEDICAUX (OXYGENE MEDICAL ET MEOPA),
LOCATION DE BOUTEILLES D'OXYGENE MEDICAL ET MEOPA A DETENDEUR
DEBITMETRE INTEGRE ET REMPLACEMENT DES BOUTEILLES VIDES
PAR DES BOUTEILLES RECHARGEES POUR LE SDIS 76**

Le 04 février 2021, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 janvier 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Adapter les équipements au besoin.</i>	<i>Doter le Sdis d'équipements efficaces, efficaces, simples et résistants.</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2020-031 du 26 novembre 2020 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Les interventions pour secours d'urgence à la personne représentent plus de 80% des interventions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76). Afin d'assurer en partie ces interventions, le Sdis dispose d'un marché permettant l'approvisionnement en gaz médicaux.

Le marché comprend les prestations suivantes :

- la location d'un parc de plus de 1 000 bouteilles, avec sa solution de stockage ;
- la fourniture des recharges d'oxygène et de MEOPA (Mélange Equimoléculaire Oxygène/Protoxyde d'Azote) ;
- la mise à disposition d'un stock de bouteilles pour le plan NOVI (Nombreuses Victimes) ;
- la mise à disposition d'un stock de bouteilles de formation.

Le marché actuel arrivant à échéance le 27 juin prochain, un appel d'offres a donc été lancé.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 12 novembre 2020 au bulletin officiel des annonces des marchés publics.

La date limite de remise des offres était fixée au 14 décembre 2020 à 12h00.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché concerne la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Les montants annuels sont les suivants :

- montant minimum : 45 000 € HT
- montant maximum : 250 000 € HT

Une offre a été reçue (Linde France SA) et analysée selon les critères définis ci-dessous :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Prix des prestations, sur la base du DQE	60 points
Valeur technique, jugée au regard du mémoire technique et de l'échantillon	40 points
Sécurité mise en œuvre sur la bouteille	10 points
Poids de la bouteille de 5 litres d'oxygène vide	5 points
Maniabilité et facilité d'utilisation de la bouteille (lors du transport et en intervention)	10 points
Système de traçabilité proposé	5 points
Solution proposée pour la dotation exceptionnelle (simplicité de mise en œuvre)	10 points

*

* *

La Commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 04 février 2021 et a attribué l'accord-cadre à la société Linde France SA, pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la Commission d'appel d'offres.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20210204-DBCA-2021-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/02/2021

Affichage : 05/02/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



André GAUTIER